

MARS 2025

RESEARCH PAPER



Genèse et évolution des groupes extrémistes armés au Sahel dans un contexte de crise multidimensionnelle

FADOUA AMMARI & RIDA LYAMMOURI



L'extrémisme violent au Sahel trouve ses racines dans une combinaison de facteurs historique, politique et socio-économique, tels que l'instabilité étatique, la marginalisation de certaines communautés et l'influence d'idéologies transnationales. Ce Papier retrace l'émergence et l'expansion de groupes comme Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), ainsi que leur fragmentation, illustrée par la création de nouveaux groupes, comme le Mouvement pour l'Unification et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), et plus récemment Jam'at Nusrat al-Islam wal-Muslimeen (JNIM). Il explore également l'impact des coups d'État récents, la montée de nouvelles alliances régionales et la reconfiguration des partenariats internationaux, révélant la complexité croissante de la crise sécuritaire au Sahel. Il propose une approche multidimensionnelle, qui combine réformes institutionnelles, programmes de développement, inclusion des communautés locales et coopération internationale adaptée, dans la perspective de répondre aux causes profondes de l'extrémisme et garantir une paix et une stabilité durable dans la région.

FADOUA AMMARI & RIDA LYAMMOURI

INTRODUCTION

Le Sahel, région s'étendant sur plus de 5 400 kilomètres de largeur, relie l'océan Atlantique à la mer Rouge, traversant plusieurs pays, tels que la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Soudan. Situé à l'interface entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, ce territoire joue un rôle géostratégique crucial. Il constitue un carrefour historique de routes commerciales transsahariennes et un espace de transitions culturelle, religieuse et économique. Cette importance géographique est doublée d'enjeux géopolitiques contemporains majeurs : le Sahel est à la fois une zone de richesses naturelles considérables, incluant des ressources minières et énergétiques, et un théâtre de tensions multiples liées à des défis environnementaux, migratoires et sécuritaires. Ces spécificités font du Sahel une région clé, mais aussi un espace vulnérable face à des dynamiques d'instabilité.

Depuis les années 2000, cette vulnérabilité s'est accrue, faisant du Sahel¹ l'épicentre de défis sécuritaires majeurs, marqués par une recrudescence des activités terroristes. Des groupes armés tels qu'AQMI, devenu aujourd'hui JNIM), et l'EIGS², ont exploité et exploitent toujours les vulnérabilités structurelles et géographiques du Sahel pour renforcer leur emprise, élargissant leur rayon d'action et multipliant les attaques contre les populations civiles, les forces locales et les intérêts internationaux. Ce phénomène soulève des questions fondamentales sur les dynamiques historique, politique et sociale qui ont favorisé cette montée de l'extrémisme violent.

La problématique de l'extrémisme violent au Sahel ne se limite pas à des actes isolés de violence ; elle s'inscrit dans un cadre complexe où se croisent des facteurs locaux et globaux. L'instabilité politique, les inégalités socio-économiques, les vulnérabilités climatiques, les tensions intercommunautaires et la faiblesse des institutions étatiques créent un terrain fertile pour l'émergence et la prolifération de groupes extrémistes. Parallèlement, les influences transnationales, telles que la circulation d'idéologies radicales et d'armements depuis des zones de conflits voisines, exacerbent la situation. Ces dynamiques nécessitent une analyse approfondie afin de comprendre non seulement les causes sous-jacentes, mais également l'évolution de ces phénomènes et leurs implications pour la stabilité régionale.

Cet article se propose d'examiner l'évolution de la présence extrémiste au Sahel, en adoptant une perspective historique et analytique. L'objectif est double : retracer les grandes étapes de cette évolution, depuis l'émergence des premiers groupes extrémistes jusqu'aux configurations actuelles, et identifier les facteurs qui ont contribué à la pérennité et à l'adaptation de ces organisations. En mobilisant une méthodologie basée sur l'analyse documentaire et l'exploitation de données secondaires issues de sources académiques et institutionnelles, cette étude ambitionne de fournir un éclairage pertinent sur les dynamiques de l'extrémisme violent dans les pays du Sahel et de contribuer au débat scientifique sur les solutions possibles.

La structure de cet article s'articule autour de cinq axes complémentaires pour analyser les dynamiques de la violence au Sahel. Dans un premier temps, une mise en perspective

1. Dans le cadre de ce papier le Sahel fait référence aux pays suivants : Mali, Niger, et Burkina Faso.

2. Aujourd'hui connu sous le nom de l'État Islamique – Sahel (IS-Sahel ou ISS ou IS-S). Pour les besoins de cette étude le sigle EIGS sera privilégié.

historique explorera les prémices de l'extrémisme violent avant 2000, suivie de l'émergence d'AQMI et de l'expansion de la violence transnationale entre 2000 et 2010. Ensuite, l'analyse se concentrera sur la fragmentation des Groupes extrémistes violents (GEV) et les dynamiques de violence observées entre 2010 et 2020, avant d'aborder les évolutions récentes depuis 2020 jusqu'à nos jours. Enfin, nous explorerons les perspectives d'avenir à travers une série de recommandations stratégiques, mettant en lumière les pistes pour une approche plus intégrée et durable dans la gestion des défis sécuritaires et socio-économiques de la région.

I. AUX ORIGINES DE L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE SAHEL (PÉRIODE PRÉ-2000)

Avant l'année 2000, les dynamiques de l'extrémisme violent dans la région sahélienne étaient intimement liées à des facteurs historique, idéologique et géopolitique qui ont progressivement jeté les bases de la radicalisation. Bien que les GEV, tels qu'ils sont connus aujourd'hui, n'aient pas encore émergé, la région a été influencée par des courants idéologiques transnationaux et des évolutions contextuelles complexes. Les paradigmes de Peshawar³ et de Jalalabad⁴, associés aux premières phases du *jihadisme*, ont évolué vers ceux d'Idleb⁵ et de Raqqa⁶, reflétant des transformations dans les stratégies, les objectifs et les structures des groupes extrémistes contemporains.⁷ Cette évolution souligne une adaptation continue aux contextes géopolitiques changeants et aux dynamiques internes du mouvement.

Les années 1980 et 1990 ont vu une montée des mouvements dits *islamistes* transnationaux, favorisée par des changements géopolitiques majeurs, comme la guerre en Afghanistan contre l'Union soviétique, qui a mobilisé des réseaux idéologiques et militants à travers le monde musulman.⁸ Ces réseaux ont utilisé des infrastructures locales, notamment les mosquées et les écoles coraniques, pour transmettre une vision religieuse influencée par les courants salafistes.⁹

Cette période s'inscrivait également dans le cadre des rivalités idéologiques et stratégiques de la guerre froide, qui ont contribué à redéfinir les équilibres politiques et religieux dans plusieurs régions. Dans ce contexte, des idées et des pratiques venues d'ailleurs ont trouvé un écho auprès de certaines communautés sahéliennes en quête de réponses aux crises sociales, économiques et politiques. Ces dynamiques ont contribué à la structuration d'un environnement propice à la radicalisation, en établissant les bases idéologiques et sociales qui seraient plus tard exploitées par des groupes violents organisés.

Parallèlement, les tensions intercommunautaires et les conflits locaux ont exacerbé les conditions

3. Peshawar (Pakistan) était le centre de coordination des « moudjahidines » pendant la guerre contre l'URSS en Afghanistan (1979-1989)

4. Après le retrait soviétique (1989), Jalalabad (Afghanistan) devient un lieu de tensions entre factions « jihadistes ».

5. Idleb (Syrie) est le dernier bastion « jihadiste » en Syrie, contrôlé par Hayat Tahrir al-Sham (HTS, ex-branche syrienne d'Al-Qaïda).

6. Raqqa (Syrie) devient la capitale de l'État Islamique (EI) lors de son apogée territoriale.

7. Lounnas, D. (2019). The Shifts in the Jihadi-Salafi Paradigms: From the Peshawar and Jalalabad Paradigms to Those of Idleb and Raqqa. *Terrorism and Political Violence*, 33(3), 441–465. <https://doi.org/10.1080/09546553.2018.1544557>

8. Kepel, G. (2000). *Jihad: Expansion et déclin de l'islamisme*. Gallimard. <https://doi.org/10.4000/assr.20904>

9. Madore, F. (2017). Le nouveau dynamisme du salafisme en Côte d'Ivoire : Vers une radicalisation de l'islam ivoirien ? Dixième Congrès International de l'Association des Études Mandé, Aux Carrefours des Identités : Cohabitation, Conflit et Réconciliation en Afrique de l'Ouest et dans les Diasporas, Association des Études Mandé (MANSA), Grand-Bassam, Côte d'Ivoire. <https://shs.hal.science/halshs-01691275>

de vulnérabilité dans la région. Au Mali, par exemple, les rébellions touarègues des années 1960 et 1990 ont mis en lumière le sentiment de marginalisation des populations nomades face aux gouvernements centraux. Ces conflits, souvent mal gérés par les autorités, ont alimenté un terreau propice à l'émergence d'acteurs non étatiques exploitant ces divisions. Le vide sécuritaire laissé par l'absence d'un État efficace dans certaines zones périphériques du Sahel a permis à des idéologies radicales de s'implanter progressivement.¹⁰ Les crises socio-économiques et environnementales ont également joué un rôle clé dans la formation des conditions favorables à l'extrémisme violent. La désertification, l'insécurité alimentaire et la pauvreté croissante ont fragilisé les moyens de subsistance des populations, en particulier dans les zones rurales. Ces réalités ont poussé certaines communautés à se tourner vers des groupes religieux et/ou armés qui promettaient un soutien matériel ou une justice alternative face à la défaillance des institutions étatiques.¹¹

Cependant, l'importance des acteurs régionaux durant cette période est notable. Des groupes, tels que le Front islamique du Salut (FIS), en Algérie, ont exercé une influence non négligeable sur les pays voisins, notamment à travers les flux transfrontaliers d'armes et d'idéologies. L'annulation des élections en Algérie en 1992, suivie de la guerre civile, a notamment conduit à une radicalisation accrue de certains militants, dont l'impact s'est fait sentir dans le Sahara et le Sahel.¹²

II. L'ÉMERGENCE D'« AQMI » ET L'EXPANSION DE LA VIOLENCE TRANSNATIONALE AU SAHEL (2000-2010)

La fin de la guerre civile en Algérie, en 2002, a marqué une période de transition importante pour le pays et la région sahélienne dans son ensemble. Cependant, elle a également coïncidé avec le début de l'implantation d'éléments du Groupe Islamique Armé (GIA) et du Front FIS dans le sud de l'Algérie, en Mauritanie et dans le nord du Mali. Ces éléments, refusant de renoncer à la violence, se sont tournés vers des activités illicites telles que la contrebande pour assurer leur survie financière. Cette dynamique a culminé, en janvier 2007, avec la création officielle d'AQMI. Rapidement, ce groupe s'est ancré dans les sociétés locales sahéliennes, en exploitant les marginalisations politique, sociale et économique pour établir sa légitimité et recruter de nouveaux membres à travers un discours religieux instrumentalisé.

L'expansion d'AQMI dans le Sahel s'est appuyée sur des stratégies adaptatives qui ont tiré parti des caractéristiques géographiques et des faiblesses structurelles de la région. Le terrain désertique, vaste et difficilement contrôlable, a permis à AQMI de mener ses opérations en toute impunité.¹³ Le groupe a également utilisé ce territoire pour créer des corridors logistiques facilitant le trafic d'armes, de drogues et d'autres marchandises illicites.¹⁴ Parallèlement, AQMI a systématiquement exploité les frustrations des populations locales, notamment en promettant protection et

10. Lecocq, B. (2010). *Disputed desert: Decolonisation, competing nationalisms and Tuareg rebellions in Northern Mali*. Leiden: Brill. (Afrika-Studiecentrum series, Issue 19). <https://hdl.handle.net/1887/18540>

11. Benjaminsen, T. A. (2008). Land use conflicts in the Sahel: Climate, democracy, or poor policies? *World Development*, 36(8), 1362-1375. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2007.08.009>

12. Harmon, S. (2014). *Terror and Insurgency in the Sahara-Sahel Region: Corruption, Contraband, Jihad, and the Mali War of 2012-2013*. Routledge

13. Joffé, G. (2016). Al-Qaida in the Islamic Maghreb: Terrorism, insurgency, or organized crime? *African Security Review*, 25(1), 43-57.

14. Lacher, W. (2012). Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region. *The Carnegie Papers*. Carnegie Endowment for International Peace.

opportunités économiques dans un contexte où les États sahéliens étaient souvent perçus comme absents ou oppressifs.¹⁵

Une caractéristique clé de cette période a été l'adoption par AQMI de tactiques de financement alternatives. Les enlèvements contre rançons ont constitué une source majeure de revenus, permettant au groupe de financer ses opérations tout en attirant l'attention internationale sur ses revendications idéologiques. Entre 2007 et 2010, AQMI a enlevé plusieurs ressortissants occidentaux, exigeant des millions de dollars en échange de leur libération.¹⁶ Ce type d'opération a non seulement renforcé les capacités financières du groupe, mais a également souligné son influence croissante dans la région.

L'instabilité politique dans certains pays sahéliens, comme le Mali, a offert un terrain fertile à cette expansion. Le nord du Mali, caractérisé par une faible présence étatique et des tensions intercommunautaires latentes, est rapidement devenu un sanctuaire pour AQMI. Ce mouvement terroriste a, en effet, renforcé sa résilience en établissant des liens solides avec les communautés locales, en recrutant des leaders locaux et en s'appuyant principalement sur des combattants autochtones.¹⁷ Le groupe y a établi des bases opérationnelles, coopérant parfois avec des groupes criminels et intégrant des dynamiques locales pour renforcer son emprise.¹⁸ Cette alliance entre idéologie et pragmatisme a permis à AQMI de s'imposer comme un acteur incontournable dans la région sahélienne.

La décennie 2000-2010 a, donc, marqué un tournant pour l'expansion d'AQMI au Sahel. En combinant des tactiques idéologiques, criminelles et stratégiques, le groupe a exploité les vulnérabilités de la région pour renforcer son influence et asseoir sa présence. Cette décennie a également révélé l'incapacité des États sahéliens et de leurs partenaires internationaux à contenir efficacement cette menace naissante¹⁹, jetant les bases des défis sécuritaires actuels.

III. FRAGMENTATION DES GROUPES VIOLENTS ET DYNAMIQUES DE LA VIOLENCE AU SAHEL (2010-2020)

La période 2010-2020 a été un tournant pour la région sahélienne, marquée par une intensification des violences et une prolifération des GEV (Figure n°1). La chute du régime de Mouammar Kadhafi en octobre 2011 a eu des répercussions profondes sur le Sahel. Un État en faillite et un foyer d'insécurité régionale.²⁰ En effet, l'effondrement de l'État libyen a entraîné un afflux massif de combattants, d'armes et de financements, renforçant AQMI.²¹ Cependant, cette croissance s'est

15. Boeke, S. (2016). Al Qaeda in the Islamic Maghreb: Terrorism, insurgency, or organized crime? *Small Wars & Insurgencies*, 27(5), 914-936. <https://doi.org/10.1080/09592318.2016.1208280>

16. Thurston, A. (2020). *Jihadists of North Africa and the Sahel*. Cambridge University Press.

17. Lyammouri, R. (2016). Trust versus belief – Countering violent extremism in Mali by working with communities. *The Broker*. <https://www.thebrokeronline.eu/article/trust-versus-belief-d7/>

18. Harmon, S. (2014). *Terror and Insurgency in the Sahara-Sahel Region: Corruption, Contraband, Jihad, and the Mali War of 2012-2013*. Routledge

19. Lyammouri, R. (2016). Trust versus belief – Countering violent extremism in Mali by working with communities.

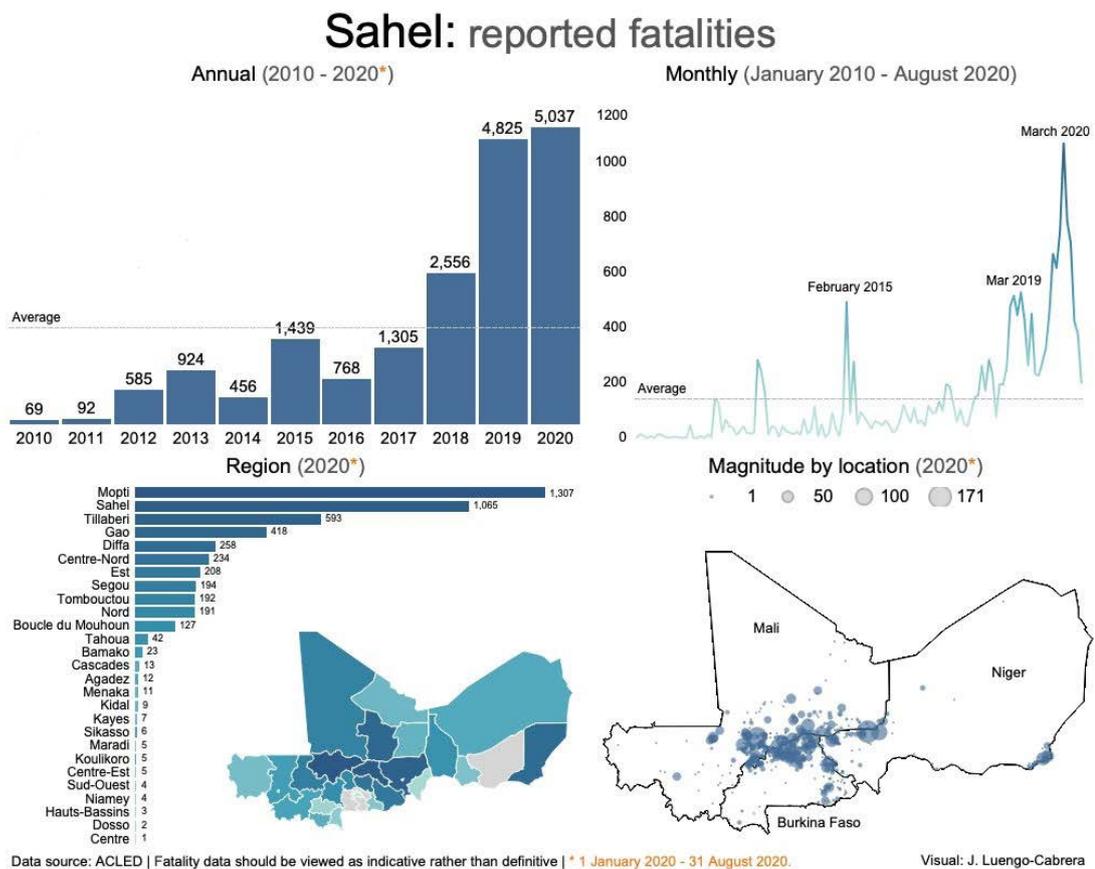
20. Lounnas, D. (2020). The Libyan crisis: A case of failed collective security. *Middle East Policy*, 27(2), 34-49. <https://doi.org/10.1111/mepo.12493>

21. Gomis, M. (2015). L'impact de la crise libyenne sur la menace terroriste au Sahel. *Revue internationale et stratégique*, 4(100), 87-98.

accompagnée de divisions internes, donnant naissance à des groupes dissidents tels que le MUJAO et Ansar Dine fin 2011. Cette fragmentation a donné naissance à une forme plus décentralisée de l'extrémisme, où certains émirs locaux comme Mokhtar Belmokhtar et Iyad Ag Ghali ont gagné en indépendance²², mais aussi des divergences idéologiques entre une vision pragmatique et enracinée localement (*djihad* économique et criminel) et une vision idéologique plus dogmatique (*djihad* strictement religieux).²³

Figure 1

Évolution annuelle de la violence au Sahel (2010-2020)



Contrairement à AQMI et Ansar Dine, MUJAO a recruté principalement parmi les populations noires africaines, comme les Peuls²⁴, les Touarègues Daoussahaks et les Maures de Gao, en exploitant les rivalités ethniques et communautaires. Cependant, cette fragmentation a affaibli AQMI tout en complexifiant la lutte contre les groupes armés pour les forces régionales et internationales.²⁵

22. Bencherif, A. (2021). Unpacking "glocal" jihad: From the birth to the "sahelisation" of Al-Qaeda in the Islamic Maghreb. *Critical Studies on Terrorism*. <https://doi.org/10.1080/17539153.2021.1958171>

23. Idem.

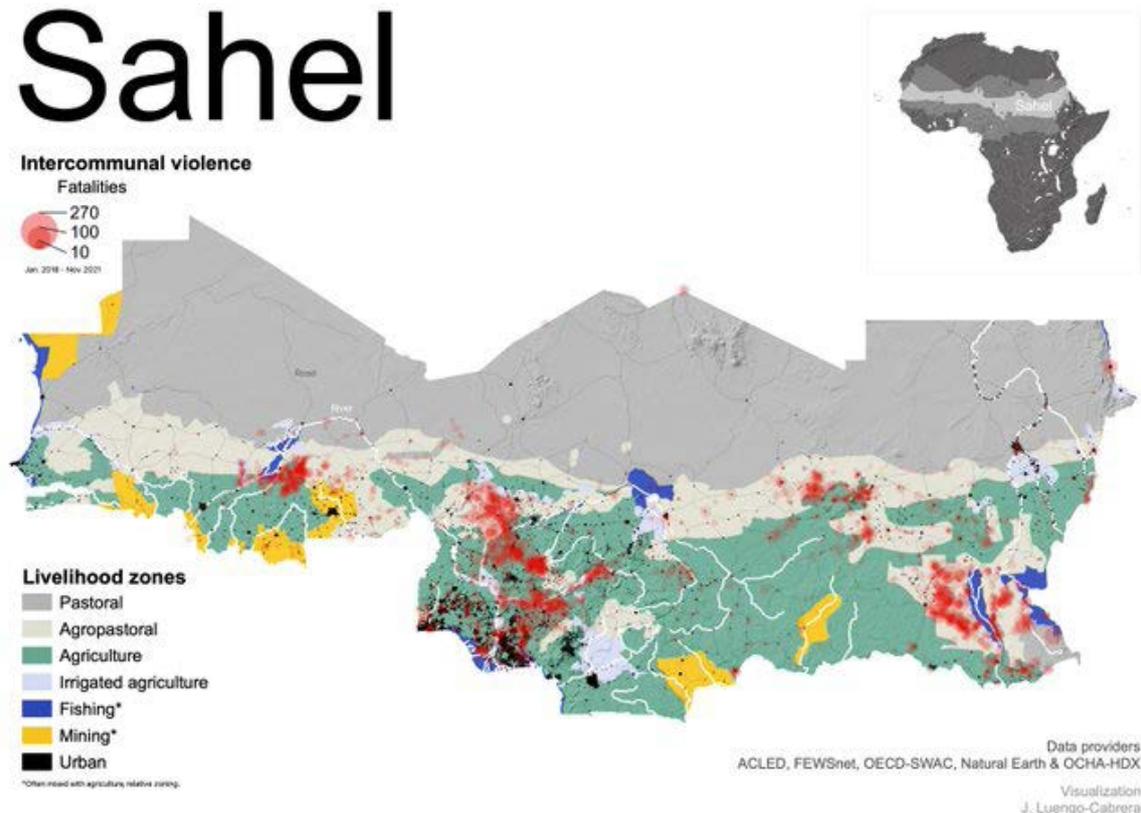
24. Pour davantage de développements sur le sujet lire : Thiaw, P. O. (2011). *Terrorisme au Sahel: le mirage du djihadisme peul*. Acresa. http://acresa.org/terrorisme-au-sahel-le-mirage-du-djihadisme-peul#_ftn1

25. Lyammouri, R. (2016). Trust versus belief – Countering violent extremism in Mali by working with communities.

En parallèle, la crise du Nord-Mali en 2012 a amplifié les tensions²⁶ (Carte n°1). Cette crise, déclenchée par une combinaison de facteurs, tels que l'affaiblissement de l'État malien²⁷ et le retour de mercenaires armés de Libye, a transformé la région en un terrain de conflits multiformes.²⁸

Carte 1

Violence intercommunautaire au Sahel (2014-2020)



Le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), revendiquant l'indépendance de l'Azawad, s'est allié temporairement à Ansar Dine, un groupe extrémiste dirigé par Iyad Ag Ghaly, pour s'opposer à l'armée malienne. Bien que leurs objectifs diffèrent – l'autonomie pour le MNLA et l'application de la charia pour Ansar Dine –, cette collaboration a permis aux deux groupes de prendre le contrôle de villes clés telles que Tombouctou, Gao et Kidal.²⁹ Cependant, leurs divergences ont rapidement conduit à une rupture, exacerbant les rivalités entre groupes armés.

26. Atelier du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). (2016). Le terrorisme en Afrique du Nord et au Sahel: la menace régionale se répand-elle?. Regards sur le monde: avis d'experts. <http://www.canada.ca/fr/service-renseignement-securite/organisation/publications/le-terrorisme-en-afrique-du-nord-et-au-sahel-la-menace-regionale-se-repand-elle.html>

27. Evrard, C. (2017). Les unités nomades des forces armées et de sécurité des États sahélo-sahariens : Un outil d'inclusion nationale ? Une perspective historique. Récupéré de <https://hal.science/hal-01727123/document>

28. The Guardian. (2013). Mali Conflict: Key Players. www.theguardian.com/world/mali-conflict-key-players

29. Bourgi, A. (2013). Les enjeux géopolitiques de la crise malienne. Civitas Europa, 31, 1117. <https://doi.org/10.3917/civit.031.0011>

Face à cette escalade, l'intervention militaire française, avec l'opération Serval en janvier 2013³⁰, a marqué un tournant.³¹ Cette intervention visait à stopper l'avancée des GEV vers le sud du Mali. Elle a permis de réduire temporairement les capacités opérationnelles d'AQMI et du MUJAO, neutralisant certains dirigeants et limitant les recrutements. Cependant, cette fragilisation a été suivie d'une recomposition des alliances, comme en témoigne la création d'Al-Mourabitoune par Mokhtar Belmokhtar après sa scission avec AQMI. En parallèle, l'EIGS a émergé, concentrant ses activités dans la région de Liptako-Gourma dite des Trois Frontières (Mali, Niger, Burkina Faso). Aussi, la création du Front de Libération du Macina (FLM) par Amadou Kouffa en 2015 a également signalé une extension de la menace vers le centre et le sud du Mali.

Malgré les succès initiaux de l'opération Serval et puis l'opération Barkhane, la résilience des GEV s'est appuyée sur leur capacité à s'intégrer aux communautés locales. AQMI, par exemple, a adopté dès le début une stratégie de séduction, fournissant aide matérielle et protection aux populations marginalisées. Cette approche a rendu difficile la distinction entre les membres des groupes extrémistes et les civils. Par ailleurs, les GEV ont intensifié leurs attaques, recourant à des tactiques asymétriques tels que les attentats-suicides, les engins explosifs improvisés et les enlèvements. Entre 2015 et 2018, le phénomène a pris une ampleur considérable, notamment avec l'augmentation des attaques perpétrées par des jeunes, souvent radicalisés en surface et motivés par des rémunérations.³²

En 2017, une fusion majeure a regroupé Ansar Dine, AQMI, Al-Mourabitoune et le FLM pour former le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM ou JNIM en arabe), dirigé par Iyad Ag Ghaly. Parallèlement, l'EIGS a consolidé sa position dans la région des Trois Frontières, menant des affrontements violents avec le JNIM pour le contrôle des territoires stratégiques. Cette reconfiguration a amplifié la nature transfrontalière de la violence au Sahel, obligeant les forces internationales à adapter leur stratégie. L'opération Barkhane, succédant à Serval, a donc élargi son champ d'action pour couvrir une zone plus vaste et mieux répondre à l'évolution des menaces. Lancée en août 2014, cette intervention militaire française est mise en œuvre dans le Sahel africain avec pour objectifs principaux de combattre les factions armées et de renforcer les capacités militaires des nations partenaires de cette zone. Barkhane adopte une stratégie à l'échelle régionale, associant plusieurs États sahéliens tels que le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad et la Mauritanie, afin de promouvoir la sécurité et la stabilité à travers la région.

Toutefois, le contexte politique interne au Mali a continué de fragiliser cette lutte contre les GEV. Les deux coups d'État de 2020 ont exacerbé l'instabilité institutionnelle, rendant le gouvernement malien incapable de répondre efficacement aux défis sécuritaires. Pendant ce temps, les GEV ont poursuivi leurs efforts pour empêcher le retour de l'armée malienne dans le nord et au centre, menant des attaques de harcèlement et consolidant leur emprise sur certaines communautés.

Cette période a ainsi démontré la capacité d'adaptation des GEV et l'incapacité des interventions

30. Durant le même mois de janvier 2013, la Katiba Moulathamoun de Belmokhtar, aidée par un groupe armé basé dans le Sud de l'Algérie, organise une attaque spectaculaire au complexe gazier d'In Aménas au sud de l'Algérie, dont le nombre des victimes s'élève à 37 morts, majoritairement des travailleurs étrangers. Et plus tard durant la même année, les hommes de Belmokhtar attaquent la base militaire d'Agadez et la mine d'uranium d'Arlit dans le nord du Niger. Deux sites où la présence étrangère, française et américaine notamment, est significative. Ce dirigeant extrémiste montre ainsi sa capacité de planification et d'action, il provoque les autorités algériennes et défie l'intervention militaire française au Mali.

31. Diallo, A. S. (2015). L'intervention militaire française (2013). In Mali : De la crise du Nord à l'intervention française (pp. 159-168). https://www.grip.org/wp-content/uploads/2013/04/Rapport_2013-3.pdf

32. 40 attaques comptabilisées en 2014, le Mali en a connu 98 en 2015 et 157 en 2016.

militaires à répondre de manière durable aux causes profondes de l'instabilité dans la région sahéenne.

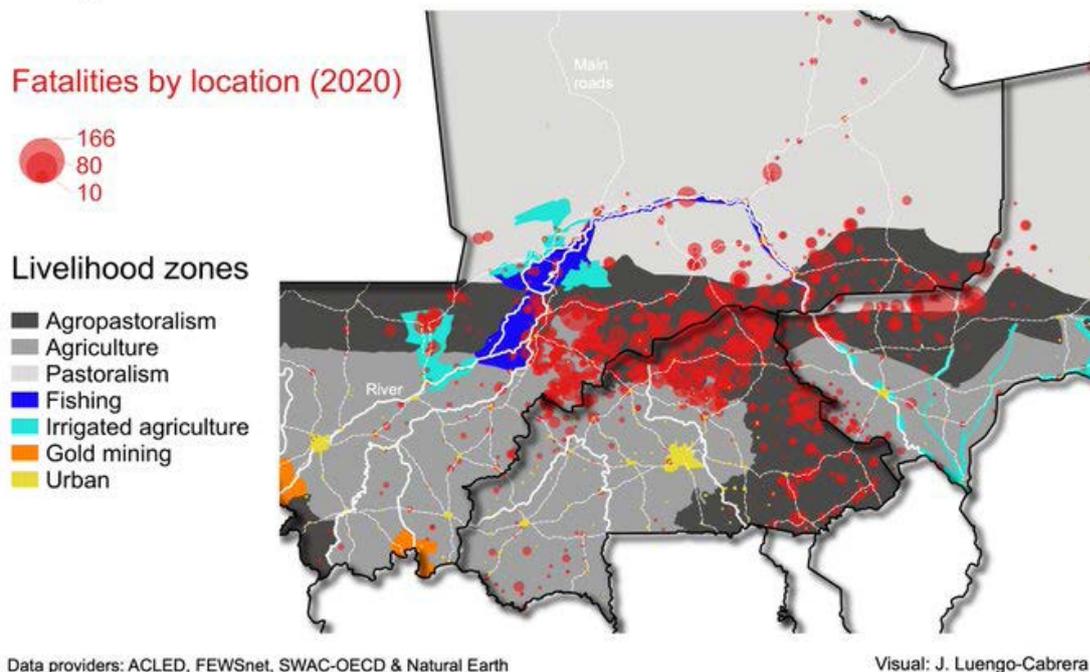
IV. RECONFIGURATIONS SÉCURITAIRES ET DYNAMIQUES CONTEMPORAINES AU SAHEL (DE 2020 À NOS JOURS)

Depuis l'année 2020, la région sahéenne a connu une intensification des violences armées, marquée par des mutations stratégiques des GEV et une reconfiguration des équilibres politiques et sécuritaires. Les principaux acteurs, notamment le JNIM et l'EIGS, ont multiplié les affrontements pour le contrôle des territoires stratégiques, et les attaques contre les forces armées nationales et les civils, particulièrement dans la région des Trois Frontières (Carte n°2).

Carte 2

Décès à cause de la violence armée dans la région des Trois Frontières

Liptako-Gourma



La situation sahéenne a longtemps été marquée par une *Sahelian Anomaly*³³ dans le paysage *jihadiste* global, où deux groupes rivaux, JNIM, affilié à Al-Qaïda, et EIGS, lié à l'État islamique, ont maintenu une *coexistence relative*. Contrairement à d'autres régions où ces organisations s'affrontent systématiquement, cette entente temporaire au Sahel s'expliquait par des relations personnelles

33. Nsaibia, H., & Weiss, C. (2020). The end of the Sahelian anomaly: How the global conflict between the Islamic State and al-Qaïda finally came to West Africa. CTC Sentinel, 13(7), 1-14. <https://ctc.westpoint.edu/the-end-of-the-sahelian-anomaly-how-the-global-conflict-between-the-islamic-state-and-al-qaida-finally-came-to-west-africa/>

entre certains chefs *ihadistes* et une coordination opportuniste sur le terrain.³⁴ Toutefois, cette dynamique a basculé en 2019, lorsque l'EIGS, sous l'influence croissante de la direction centrale de l'État islamique, a adopté une posture plus agressive, déclenchant un conflit ouvert avec le JNIM. Cette rupture a non seulement accentué la fragmentation du *ihadisme* sahélien mais a aussi complexifié le conflit régional, dont l'issue influencera durablement la stabilité de l'Afrique de l'Ouest.³⁵

Les relations entre le JNIM et l'EIGS se sont donc détériorées, donnant lieu à des affrontements violents dans des zones clés comme les régions frontalières du Mali, du Niger et du Burkina Faso (Figure n°2). Ces affrontements, loin de limiter la menace extrémiste, témoignent d'une compétition accrue entre ces groupes pour le contrôle des ressources, des routes de trafic et des populations locales. En parallèle, les GEV ont continué à s'appuyer sur des tactiques asymétriques, tels que les enlèvements, les attentats suicides et l'utilisation d'engins explosifs improvisés, tout en renforçant leur implantation dans les communautés rurales marginalisées. Dans ce sens, les recherches de l'Institut d'Études en Sécurité, (ISS en anglais) depuis 2016 indiquent que les raisons qui poussent les individus à rejoindre des GEV sont multiples et ne se limitent pas à l'endoctrinement religieux. Des motivations telles que la protection personnelle, la défense de la communauté ou des considérations économiques jouent un rôle significatif.³⁶ Cette complexité rend difficile l'application d'une grille d'analyse unique pour comprendre le conflit.³⁷

Ces stratégies leur ont permis de maintenir une présence active malgré les pressions militaires et les opérations de *lutte contre le terrorisme*.

Cette période a également été caractérisée par une instabilité politique croissante au sein des États sahéliens, notamment au Mali et au Burkina Faso, où des coups d'État successifs ont accentué la fragilité des institutions étatiques et renforcé la perception d'un vide sécuritaire.

Les coups d'État militaires survenus au Mali en 2020 et 2021, suivis de deux autres au Burkina Faso, en 2022, et au Niger, en 2023, ont aggravé la crise politique et institutionnelle dans la région. Ces nouvelles autorités militaires ont intensifié les opérations contre les GEV, souvent au détriment de la fourniture de services publics essentiels. Cette focalisation sur la dimension militaire expose les civils à des abus, tant de la part des forces gouvernementales que des groupes armés.³⁸

34. Idem.

35. Idem.

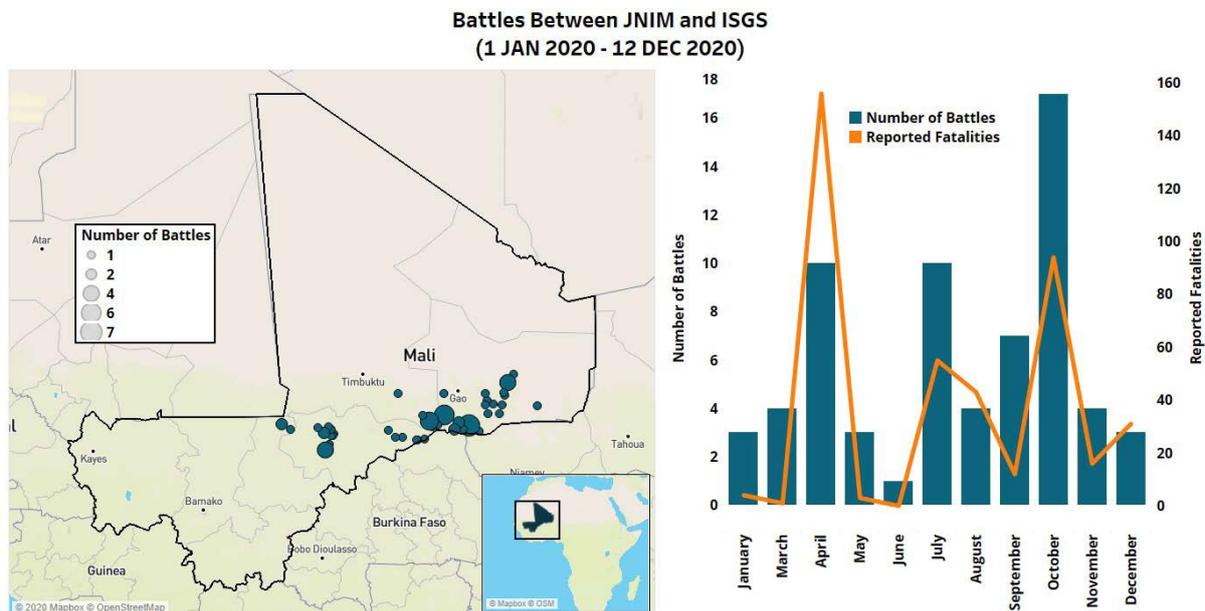
36. Institut d'Études de Sécurité (ISS). (2020, 23 mars). Le dialogue avec les groupes extrémistes violents peut-il aider à stabiliser le Mali ? <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-dialogue-avec-les-groupes-extremistes-violents-peut-il-aider-a-stabiliser-le-mali>

37. Tobie, A. (2017). Central Mali: Violence, Local Perspectives and Diverging Narratives. Stockholm International Peace Research Institute. <https://www.sipri.org/publications/2017/sipri-insights-peace-and-security/central-mali-violence-local-perspectives-and-diverging-narratives>

38. International Crisis Group. (2024, 30 janvier). Reorienting Europe's approach in the Sahel. <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/reorienting-europes-approach-in-the-sahel>

Figure 2

Affrontements entre JNIM et EIGS (2020)



Ces changements ont également affecté les relations diplomatiques avec les partenaires traditionnels, telles que la France et les institutions régionales, comme la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Le retrait progressif de la France du Sahel, finalisé en 2022 avec la fin de l'opération Barkhane au Mali, et le retrait de Casques Bleus de l'ONU, ont marqué un tournant majeur dans la gestion des crises sécuritaires dans la région. Ces décisions, motivées par une détérioration des relations diplomatiques entre la France et les nouvelles autorités militaires maliennes, a mis fin à près d'une décennie d'intervention directe française contre les GEV. Bien que la France ait un agenda sécuritaire clair, ses actions sont perçues par une partie influente de l'opinion publique sahélienne comme une atteinte à la souveraineté nationale.³⁹ Cette perception alimente des tensions diplomatiques et des ressentiments locaux. Cependant, l'efficacité de l'intervention française a été remise en question en raison de la persistance des violences et de l'expansion des GEV, notamment le JNIM et l'EIGS. Le retrait a laissé un vide sécuritaire significatif, particulièrement au Mali, où l'armée nationale, affaiblie par des années de crises, politique et institutionnelle, s'est retrouvée en première ligne face à une menace croissante. Ce départ a également provoqué une recomposition des alliances régionales et internationales, avec un rapprochement des autorités maliennes des partenaires non traditionnels tels que la Russie et le groupe paramilitaire Wagner⁴⁰ (qui devient Corps Africa). Cette redéfinition des équilibres sécuritaires dans le Sahel soulève des interrogations sur l'avenir de la *lutte contre le terrorisme* et la capacité des États sahéliens à gérer une menace de plus en plus transnationale sans le soutien direct de leurs partenaires traditionnels.⁴¹

Face à ces bouleversements, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont annoncé en septembre

39. Guichaoua, Y. (2020). The bitter harvest of French interventionism in the Sahel. *International Affairs*, 96(4), 895–911. <https://doi.org/10.1093/ia/iiaa094>

40. Idem

41. Wing, S. D. (2016). *Constructing democracy in Africa: Mali in transition*. Palgrave Macmillan

2023 la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), qui devient en 2024 la Confédération des États du Sahel (CES). Cette initiative vise à renforcer la coopération en matière de sécurité et de gouvernance entre les trois États, confrontés à des défis communs, notamment la lutte contre les GEV et la gestion des crises humanitaires. L'AES se distingue par son rejet apparent des mécanismes traditionnels, tels que le G5 Sahel, et ses États membres quittent officiellement la CEDEAO⁴², concrétisant ainsi leur retrait annoncé un an plus tôt. Cette décision marque une reconfiguration régionale significative en Afrique de l'Ouest et met en évidence son affirmation d'une souveraineté renforcée dans la gestion des affaires régionales.

Cependant, cette alliance soulève des interrogations quant à son efficacité et à sa capacité à répondre aux crises multiples dans un contexte de fragilité institutionnelle. Bien que l'AES revendique une approche coordonnée pour sécuriser les territoires et améliorer la gouvernance, les divergences internes et le manque de ressources pourraient limiter son impact. Le 22 janvier 2025, l'AES a annoncé la formation d'une force conjointe de 5 000 soldats pour être déployée dans la région du Sahel, en réponse à l'escalade de la violence extrémiste. En outre, l'absence de participation d'autres États sahéliens clés, comme le Tchad et la Mauritanie, pourrait réduire sa portée régionale et sa capacité à établir une réponse cohérente face à la menace transnationale des GEV.

V. TENDANCES ÉMERGENTES ET PERSPECTIVES D'AVENIR : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS POUR LE SAHEL

L'avenir de la région sahélienne est marqué par des dynamiques complexes qui nécessitent des réponses globales et adaptées aux réalités locales. Face à une menace persistante de la part des GEV, une instabilité politique accrue et une marginalisation socio-économique des populations, les tendances émergentes et les recommandations stratégiques offrent des pistes pour envisager un avenir plus stable.

Une des évolutions les plus préoccupantes est la propagation progressive de l'insécurité vers les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, notamment le Bénin, le Togo et la Côte d'Ivoire (Carte n°3). Ces États, historiquement perçus comme relativement stables, ont été le théâtre d'attaques attribuées à des groupes armés opérant depuis le Sahel. Cette expansion est facilitée par la porosité des frontières, les faiblesses institutionnelles et l'absence d'une coopération régionale efficace.⁴³ Les GEV adaptent leurs stratégies pour exploiter les vulnérabilités locales, recrutant des jeunes combattants marginalisés et utilisant des réseaux criminels transfrontaliers pour financer leurs opérations. Cette dynamique souligne la nécessité de renforcer les capacités des États côtiers à prévenir l'infiltration et à contenir l'extension des violences.

42. Date d'effet 29 janvier 2025

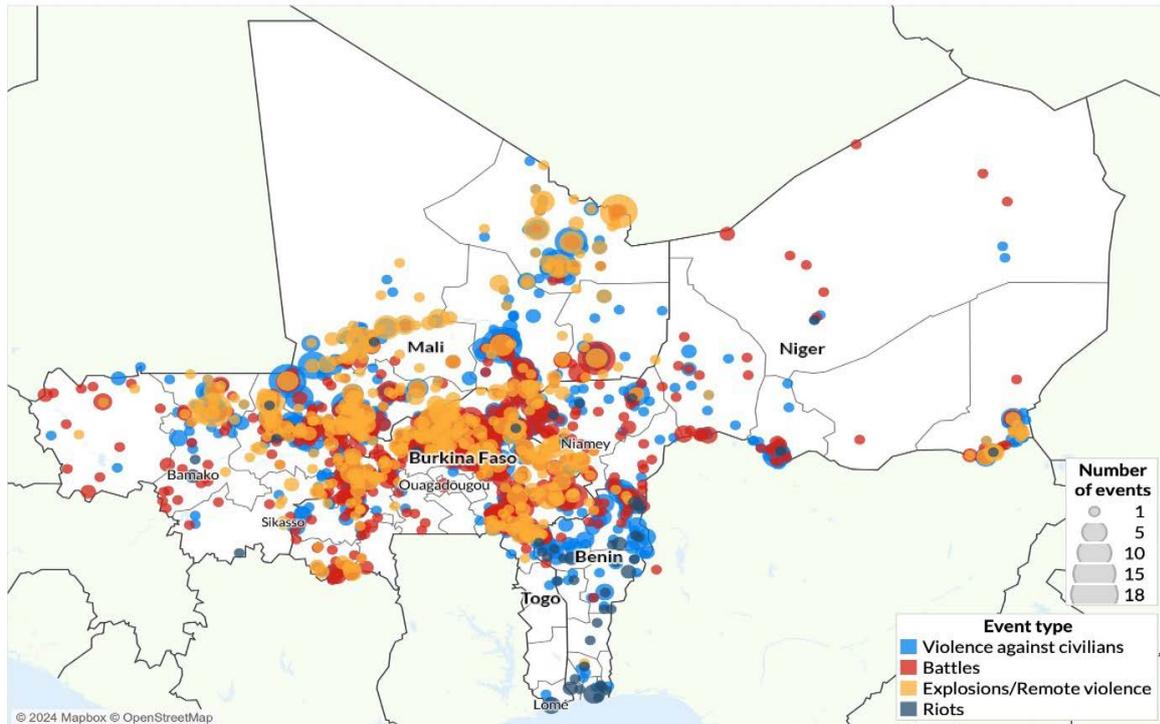
43. Walther, O. (2019), « Frontières, sécurité et développement en Afrique de l'Ouest », Notes ouest-africaines, N°26, Éditions OCDE, Paris.

Carte 3

Violence politique en Afrique de l'Ouest (2024)

Political violence in West Africa

1 January - 29 November 2024



En parallèle, une recrudescence des enlèvements a été observée en janvier 2025, confirmant la persistance de cette tactique utilisée par les groupes extrémistes à des fins de financement et de pression politique. Ces actes s'inscrivent dans une dynamique plus large de violence, visant à affaiblir les États sahéniens et à déstabiliser les communautés locales.

Ces tendances illustrent les limites des réponses exclusivement sécuritaires mises en œuvre jusqu'à présent. La résurgence des violences et l'intensification des actions extrémistes soulignent la nécessité d'une approche multidimensionnelle intégrant des réponses politiques, économiques et sociales pour contenir cette menace et œuvrer à une stabilité durable dans la région.

Pour renforcer la stabilité régionale, il est crucial d'adopter une approche multidimensionnelle englobant des réformes institutionnelles, des initiatives socio-économiques inclusives, une coopération régionale accrue, et des stratégies de lutte contre le terrorisme mieux adaptées aux réalités locales. Ces axes stratégiques visent à s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité tout en proposant des solutions durables pour répondre aux défis actuels.

Dans ce contexte, plusieurs axes stratégiques doivent être considérés :

- d'abord, un axe stratégique clé pour renforcer la stabilité régionale consiste à promouvoir l'intégration régionale et le désenclavement des pays sahéniens à travers des initiatives régionales ambitieuses. À cet égard, l'Initiative Royale marocaine visant à offrir un accès à

l'océan Atlantique aux pays sahéliens les plus enclavés, comme le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad, représente une opportunité majeure. Cette Initiative, axée sur le développement d'infrastructures logistiques et de corridors commerciaux reliant les pays sahéliens aux ports atlantiques marocains, pourrait transformer la dynamique économique de la région.⁴⁴ En favorisant les échanges commerciaux, la mobilité des biens et des services, ainsi que l'accès aux marchés internationaux, cette Initiative contribuerait à réduire les pressions socio-économiques qui alimentent l'instabilité et à renforcer la coopération régionale.⁴⁵ En outre, un tel projet pourrait servir de catalyseur pour des partenariats public-privé et attirer des investissements internationaux, consolidant ainsi les bases d'un développement durable dans le Sahel.

Renforcer la coopération régionale et internationale demeure essentiel pour contenir l'expansion de l'insécurité dans le Sahel. Une réponse coordonnée entre les États sahéliens, les pays côtiers et les partenaires internationaux est nécessaire pour relever les défis transnationaux posés par les GEV. Cela implique de revitaliser des mécanismes régionaux, tout en intégrant les nouvelles initiatives, comme l'Alliance des États du Sahel, dans une stratégie globale et inclusive. Les partenaires internationaux, quant à eux, doivent ajuster leurs approches en mettant davantage l'accent sur le renforcement des capacités locales et en évitant une dépendance excessive aux interventions militaires externes. Une gouvernance inclusive et la participation des communautés locales aux décisions politiques et sécuritaires sont des leviers essentiels pour renforcer la résilience face aux groupes extrémistes.⁴⁶

Les leaders traditionnels et religieux, souvent perçus comme plus légitimes que l'État central, jouent un rôle clé dans la prévention de l'extrémisme violent au Sahel. Leur engagement dans la médiation dans des conflits et la diffusion de messages de paix et de cohésion sociale est essentiel. Intégrer ces autorités locales dans les stratégies de lutte contre la radicalisation, en leur fournissant un soutien institutionnel et des ressources adaptées, permet de contrer l'influence des GEV et de limiter leur recrutement.⁴⁷

Un autre levier essentiel pour renforcer la stabilité dans le Sahel réside dans l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des institutions étatiques. La faiblesse structurelle de ces institutions constitue un obstacle majeur à la résilience régionale face aux crises sécuritaires et socio-économiques. Il est indispensable de promouvoir une gouvernance inclusive qui intègre la participation des communautés locales, particulièrement dans les zones périphériques, souvent marginalisées par les gouvernements centraux. Le déficit de légitimité des États sahéliens et l'absence de gouvernance efficace dans certaines régions ont favorisé l'implantation des groupes extrémistes, qui exploitent ces vides institutionnels pour asseoir leur influence. Pour y remédier, il est essentiel de renforcer le rôle des autorités traditionnelles et locales dans la gestion des affaires publiques, afin de restaurer la confiance entre les populations et les institutions gouvernementales.⁴⁸

44. Ammari, F. (2024). L'intégration régionale des pays du G5 Sahel : Vers un paradigme de sécurité socio-économique (Thèse de doctorat, Université Hassan II Casablanca, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales Mohammedia).

45. Lyammouri, R., & Ghoulidi, A. (2024). Morocco's Atlantic Initiative: A Catalyst for Sahel-Saharan Integration. Policy Center for the New South. Retrieved from <https://www.policycenter.ma/publications/moroccos-atlantic-initiative-catalyst-sahel-saharan-integration>

46. Lyammouri, R., & Englebert, P. (2022). Sahel: Moving beyond military containment. Atlantic Council. <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/report/sahel-moving-beyond-military-containment-policy-report>

47. Lyammouri, R. (2021). USAID Customary Resilience Project: The role of traditional leaders in countering violent extremism. International Centre for Counter-Terrorism (ICCT). <https://icct.nl/project/usaaid-customary-resilience>

48. Lyammouri, R., & Molenaar, F. (2019). The legitimacy of traditional authorities in areas of limited statehood in Mali, Niger and Libya. Africa Center for Strategic Studies. <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2020/11/ASB-38-EN.pdf>

Une coopération accrue entre les structures coutumières et les administrations étatiques pourrait améliorer la gouvernance et contribuer à une stabilisation durable des zones affectées par l'extrémisme violent.

Par ailleurs, promouvoir le développement socio-économique constitue une autre priorité pour répondre aux défis structurels de la région sahélienne. Les inégalités économiques et la marginalisation des populations rurales, exacerbées par un accès limité aux services de base, créent des frustrations profondes qui sont systématiquement exploitées par les GEV. Un investissement accru dans l'éducation, la santé, l'accès à l'eau potable et le développement des infrastructures est nécessaire pour améliorer les conditions de vie des populations. Parallèlement, des programmes ciblés visant à offrir des opportunités économiques, notamment pour les jeunes, peuvent réduire leur vulnérabilité aux recrutements par les GEV. Ces initiatives contribueraient à renforcer la résilience des communautés locales et à limiter les facteurs qui alimentent l'instabilité dans la région.

Adapter les stratégies de *lutte contre le terrorisme* est crucial pour répondre efficacement à la complexité des défis sécuritaires au Sahel. Les interventions militaires, bien qu'importantes, doivent être complétées par des approches non coercitives centrées sur la prévention et le dialogue. Intégrer des initiatives communautaires, telles que les alliances locales de protection, les programmes de déradicalisation et les campagnes de sensibilisation, peut offrir des solutions durables en s'attaquant aux causes profondes de l'instabilité. Ces stratégies participatives, impliquant directement les communautés affectées, peuvent renforcer la résilience locale tout en limitant l'influence des GEV sur les populations marginalisées.

Enfin, le changement climatique, la désertification et les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles exacerbent les conditions de vulnérabilité des populations et aggravent les dynamiques d'instabilité. L'intégration de politiques de gestion durable des ressources et de résilience climatique dans les stratégies régionales est essentielle pour réduire ces pressions.⁴⁹ De telles approches permettraient de prévenir les conflits liés à l'environnement tout en soutenant les moyens de subsistance des communautés locales, contribuant ainsi à une stabilité durable dans le Sahel.

CONCLUSION

La région sahélienne reste au cœur de défis complexes et interdépendants qui nécessitent des réponses globales et coordonnées. Cette étude a mis en évidence l'évolution historique de la violence dans le Sahel, marquée par l'émergence et la fragmentation des GEV, l'impact des crises politiques et les limites des interventions militaires. La période récente est caractérisée par une propagation inquiétante de l'insécurité vers les pays côtiers, exacerbée par l'affaiblissement des institutions étatiques et la fragmentation des mécanismes de coopération régionale. Face à cette réalité, plusieurs axes stratégiques ont été identifiés pour renforcer la stabilité, notamment le développement socio-économique, l'amélioration de la gouvernance, l'adaptation des stratégies de lutte contre le terrorisme et la gestion des défis environnementaux, ainsi que l'appui aux initiatives de coopération régionale telle que le Processus des États africains de l'Atlantique (PEAA), comme un cadre de coopération Sud-Sud.

49. Lyammouri, R., & Bozsogi, B. (2025, January 10). Floods in the Lake Chad Basin and the Sahel: The Climate Change-Conflict Nexus. Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/floods-lake-chad-basin-and-sahel-climate-change-conflict-nexus>

Cependant, des lacunes subsistent tant dans la compréhension des dynamiques régionales que dans l'élaboration de réponses adaptées. Les implications pour la recherche future sont nombreuses. Tout d'abord, il est essentiel d'approfondir l'analyse des interactions entre les GEV et les communautés locales pour mieux comprendre les mécanismes de recrutement et d'influence. Par ailleurs, l'impact des nouvelles alliances internationales, comme l'AES et la coopération avec des acteurs externes non traditionnels, mérite une attention particulière. Une recherche plus approfondie sur les effets à long terme des initiatives économiques et environnementales dans la prévention des conflits pourrait contribuer à une gestion plus durable des crises au Sahel.

Enfin, si la situation au Sahel semble encore incertaine, les stratégies proposées dans cette étude offrent des pistes concrètes pour aborder les causes profondes de l'instabilité et œuvrer pour une paix durable. Les solutions doivent toutefois être contextualisées, inclusives et fondées sur une compréhension approfondie des dynamiques locales et régionales. À cet égard, la recherche continue et les efforts de coopération internationale joueront un rôle déterminant dans la réalisation de cet objectif.

Références Bibliographiques

- **Ammari, F. (2024).** L'intégration régionale des pays du G5 Sahel : vers un paradigme de sécurité socio-économique (Thèse de doctorat, Université Hassan II Casablanca, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales Mohammedia).
- **Atelier du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). (2016).** Le terrorisme en Afrique du Nord et au Sahel: la menace régionale se répand-elle? Regards sur le monde: avis d'experts. Récupéré de <http://www.canada.ca/fr/service-renseignement-securite/organisation/publications/le-terrorisme-en-afrique-du-nord-et-au-sahel-la-menace-regionale-se-repand-elle.html>
- **Bencherif, A. (2021).** Unpacking "glocal" jihad: From the birth to the "sahelisation" of Al-Qaeda in the Islamic Maghreb. *Critical Studies on Terrorism*. <https://doi.org/10.1080/17539153.2021.1958171>
- **Benjaminsen, T. A. (2008).** Land use conflicts in the Sahel: Climate, democracy, or poor policies? *World Development*, 36(8), 1362-1375. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2007.08.009>
- **Boeke, S. (2016).** Al Qaeda in the Islamic Maghreb: Terrorism, insurgency, or organized crime? *Small Wars & Insurgencies*, 27(5), 914-936. <https://doi.org/10.1080/09592318.2016.1208280>
- **Bourgi, A. (2013).** Les enjeux géopolitiques de la crise malienne. *Civitas Europa*, 31, 11-17. <https://doi.org/10.3917/civit.031.0011>
- **Diallo, A. S. (2015).** L'intervention militaire française (2013). In Mali : De la crise du Nord à l'intervention française (pp. 159-168). Récupéré de https://www.grip.org/wp-content/uploads/2013/04/Rapport_2013-3.pdf
- **Evrard, C. (2017).** Les unités nomades des forces armées et de sécurité des États sahélo-sahariens : Un outil d'inclusion nationale ? Une perspective historique. Récupéré de <https://hal.science/hal-01727123/document>
- **Gomis, M. (2015).** L'impact de la crise libyenne sur la menace terroriste au Sahel. *Revue internationale et stratégique*, 4 (100), 87-98.
- **Guichaoua, Y. (2020).** The bitter harvest of French interventionism in the Sahel. *International Affairs*, 96(4), 895-911. <https://doi.org/10.1093/ia/iiaa094>
- **Harmon, S. (2014).** *Terror and Insurgency in the Sahara-Sahel Region: Corruption, Contraband, Jihad, and the Mali War of 2012-2013*. Routledge.

- **Institut d'Études de Sécurité (ISS). (2020, 23 mars).** Le dialogue avec les groupes extrémistes violents peut-il aider à stabiliser le Mali ? <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-dialogue-avec-les-groupes-extremistes-violents-peut-il-aider-a-stabiliser-le-mali>
- **International Crisis Group. (2024, 30 janvier).** Reorienting Europe's approach in the Sahel. <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/reorienting-europes-approach-in-the-sahel>
- **Joffé, G. (2016).** Al-Qaida in the Islamic Maghreb: Terrorism, insurgency, or organized crime? *African Security Review*, 25(1), 43-57.
- **Kepel, G. (2000).** Jihad: Expansion et déclin de l'islamisme. Gallimard. <https://doi.org/10.4000/assr.20904>
- **Lacher, W. (2012).** Organized crime and conflict in the Sahel-Sahara region. The Carnegie Papers. Carnegie Endowment for International Peace.
- **Lecocq, B. (2010).** Disputed desert: Decolonisation, competing nationalisms and Tuareg rebellions in Northern Mali. Leiden: Brill. (Afrika-Studiecentrum series, Issue 19). <https://hdl.handle.net/1887/18540>
- **Lounnas, D. (2019).** The Shifts in the Jihadi-Salafi Paradigms: From the Peshawar and Jalalabad Paradigms to Those of Idleb and Raqqa. *Terrorism and Political Violence*, 33(3), 441–465. <https://doi.org/10.1080/09546553.2018.1544557>
- **Lounnas, D. (2020).** The Libyan crisis: A case of failed collective security. *Middle East Policy*, 27(2), 34-49. <https://doi.org/10.1111/mepo.12493>
- **Lyammouri, R. (2016).** Trust versus belief – Countering violent extremism in Mali by working with communities. *The Broker*. <https://www.thebrokeronline.eu/article/trust-versus-belief-d7/>
- **Lyammouri, R. (2021).** USAID Customary Resilience Project: The role of traditional leaders in countering violent extremism. International Centre for Counter-Terrorism (ICCT). <https://icct.nl/project/usaid-customary-resilience>
- **Lyammouri, R., & Bozsogi, B. (2025, January 10).** Floods in the Lake Chad Basin and the Sahel: The Climate Change-Conflict Nexus. Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/floods-lake-chad-basin-and-sahel-climate-change-conflict-nexus>
- **Lyammouri, R., & Englebert, P. (2022).** Sahel: Moving beyond military containment. Atlantic Council. <https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/report/sahel-moving-beyond-military-containment-policy-report>
- **Lyammouri, R., & Ghouli, A. (2024).** Morocco's Atlantic Initiative: A Catalyst for Sahel-Saharan Integration. Policy Center for the New South. <https://www.policycenter.ma/publications/moroccos-atlantic-initiative-catalyst-sahel-saharan-integration>
- **Lyammouri, R., & Molenaar, F. (2019).** The legitimacy of traditional authorities in areas of limited statehood in Mali, Niger and Libya. Africa Center for Strategic Studies. <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2020/11/ASB-38-EN.pdf>
- **Madore, F. (2017).** Le nouveau dynamisme du salafisme en Côte d'Ivoire : vers une radicalisation de l'islam ivoirien ? Dixième Congrès International de l'Association des Études Mandé, Aux Carrefours des Identités : Cohabitation, Conflit et Réconciliation en Afrique de l'Ouest et dans les Diasporas, Association des Études Mandé (MANSA), Grand-Bassam, Côte d'Ivoire. <https://shs.hal.science/halshs-01691275>
- **Nsaibia, H., & Weiss, C. (2020).** The end of the Sahelian anomaly: How the global conflict between the Islamic State and al-Qa`ida finally came to West Africa. *CTC Sentinel*, 13(7), 1-14. <https://ctc.westpoint.edu/the-end-of-the-sahelian-anomaly-how-the-global-conflict-between-the-islamic-state-and-al-qaida-finally-came-to-west-africa/>
- **The Guardian. (2013).** Mali Conflict: Key Players. Récupéré de www.theguardian.com/world/mali-conflict-key-players

- **Thiaw, P. O. (2011).** Terrorisme au Sahel: le mirage du djihadisme peul. Acreca. Récupéré de http://acresa.org/terrorisme-au-sahel-le-mirage-du-djihadisme-peul#_ftn1
- **Thurston, A. (2020).** Jihadists of North Africa and the Sahel. Cambridge University Press.
- **Tobie, A. (2017).** Central Mali: Violence, Local Perspectives and Diverging Narratives. Stockholm International Peace Research Institute. <https://www.sipri.org/publications/2017/sipri-insights-peace-and-security/central-mali-violence-local-perspectives-and-diverging-narratives>
- **Walther, O. (2019).** Frontières, sécurité et développement en Afrique de l'Ouest, Notes ouest-africaines, N°26, Éditions OCDE, Paris.
- **Wing, S. D. (2016).** Constructing democracy in Africa: Mali in transition. Palgrave Macmillan.

À PROPOS DES AUTEURS



RIDA LYAMMOURI

Rida Lyammouri est un Senior Fellow au Policy Center for the New South. Ses travaux de recherche portent sur la géopolitique et les relations internationales au Sahel ouest-africain, une région sur laquelle il travaille depuis une dizaine d'années, y compris sur le terrain. Il a acquis une grande expérience dans le soutien aux Organisations gouvernementales et non- gouvernementales dans les domaines du développement international, de la sécurité, de la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, de la prévention des conflits, de l'accès humanitaire et des migrations.



FADOUA AMMARI

Dr. Fadoua AMMARI, docteure en Relations Internationales et Droit International Public de l'Université Hassan II de Casablanca, ses travaux de recherche s'articulent autour de la problématique de la sécurité et du développement en Afrique de l'Ouest. Diplômée aussi en études diplomatiques (Master) de l'Université Mohammed V de Rabat, elle cumule plus de 20 ans d'expérience dans l'administration universitaire, et en parallèle, elle est enseignante-vacataire à l'Université Hassan II – Casablanca.

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [En savoir plus](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles d'auteur.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54

www.policycenter.ma

